



Kiev réhabilite les collaborationnistes ukrainiens et interdit le communisme

Par [Alex Lantier](#) et [Stefan Steinberg](#)

Mondialisation.ca, 17 avril 2015

[WSWS.org](#)

Région : [Russie et CEI](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Analyses: [Ukraine](#)

Le 9 avril, le régime pro-occidental de Kiev a adopté des lois pour réhabiliter les collaborationnistes ukrainiens qui ont participé au génocide ethnique nazi pendant la Deuxième Guerre mondiale, et pour interdire tout symbole communiste en Ukraine, une ancienne république soviétique.

La loi, intitulée « Sur le statut et la mémoire des combattants pour l'indépendance ukrainienne au 20^e siècle », légitime officiellement des dizaines de groupes nationalistes, dont l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) et l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) pro-nazis. Les autorités nationales et locales doivent à présent fournir une aide sociale aux membres de ces organisations et à leurs familles.

La loi interdit aussi toute critique publique de ces organisations: « La dénonciation publique du rôle de l'OUN-UPA pour rétablir l'indépendance de l'Ukraine est illégale ».

De même, le régime de Kiev a approuvé une loi qui déplace la fête des « Défenseurs de l'Ukraine » du 23 février au 14 octobre. Le 23 février était à l'origine une fête soviétique marquant la fondation de l'Armée rouge après la Révolution d'octobre - quand elle s'opposait à une intervention militaire des puissances impérialistes pour rétablir le capitalisme dans ce qui allait devenir l'URSS. La nouvelle fête, par contre, marque la date présumée de la fondation de l'UPA.

Une dernière loi interdit tout symbole communiste en Ukraine, conformément à l'appel du ministre de la Justice Pavel Petrenko d'achever la « décommunisation » de l'Ukraine avant le 70^e anniversaire de la victoire de l'URSS contre l'Allemagne nazie à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le 9 mai. En annonçant les mesures à la télévision nationale la semaine passée, Petrenko a dit qu'interdire les symboles communistes « était quelque chose que nous aurions dû faire il y a vingt ans ».

La loi anti-communiste, adoptée par 274 voix contre 0, dénonce les régimes communiste et nazi comme « criminels devant la loi », interdisant toute propagande en leur faveur et tout port ostentatoire de leurs symboles. La loi criminalise ainsi des millions de noms d'avenue, de statues, de décorations militaires rattachés à la Deuxième Guerre mondiale qui font référence aux hommes politiques, aux victoires militaires, ou aux événements culturels soviétiques.

La loi interdit aussi tout parti politique ou organisation médiatique accusée de défendre le

communisme. Elle déclare que son but est « d'empêcher de pareils crimes à l'avenir et d'éliminer la menace à la souveraineté, l'intégrité territoriale et la sécurité nationale ukrainienne ».

L'interdiction de la croix gammée ne nuira pas aux groupes fascistes qui défendent le régime de Kiev, tels le Secteur droit, la milice Aidar, ou le parti Svoboda, dont plusieurs ont adopté des runes ou d'autres symboles fascistes moins manifestement liés au nazisme. Dans la mesure où cette loi les empêche d'arborer la croix gammée, elle aide le régime de Kiev à dissimuler sa coloration politique aux travailleurs sur le plan international.

Le Parti communiste ukrainien (KPU) stalinien, déjà menacé d'interdiction et dont la fraction parlementaire est déjà dissoute, a faiblement critiqué la loi pour indiquer qu'elle risquait de provoquer une opposition sociale plus large. « Un ancien combattant ne peut plus porter son Ordre de l'Etoile Rouge, pour lequel il a versé son sang. Ceci ne fera que diviser la société et faire continuer la guerre », a déclaré le chef du KPU, Pyotr Simonenko.

Ces lois odieuses exposent le rôle criminel du régime de Kiev et des puissances impérialistes, dirigées par Washington et Berlin, qui l'ont installé dans un putsch dirigé par le Secteur droit en février 2014. Avec le soutien de l'OTAN, le régime a ensuite plongé l'est du pays, plus prorusse, dans une guerre civile qui menace de déclencher une guerre tout court entre l'OTAN et la Russie.

Les lois du 9 avril indiquent la réaction du régime de Kiev et de ses alliés impérialistes à leur défaite récente dans l'est de l'Ukraine: ils s'appuient plus directement sur les forces fascistes. Ils craignent l'opposition croissante des travailleurs ukrainiens à l'austérité budgétaire, à la montée du chômage, et avant tout, aux ordres de mobilisation. Alors que de larges couches de la population en Ukraine occidentale refusaient la conscription, Kiev a officiellement fait du Secteur droit une force associée des armées ukrainiennes, que Washington et ses alliés européens comptent armer contre la Russie.

Les lois pronazies exposent aussi le rôle des médias occidentaux qui ont traité les reportages sur le rôle des fascistes dans le putsch de Kiev de propagande russe. Ils furent traités de « vides de sens » (*New York Times*), de « fantaisie » (*le Guardian*) ou de « mensonge suprême » (*Le Monde*). A présent, c'est le régime de Kiev lui-même qui annonce ses sympathies fascistes.

Les forces réhabilitées par Kiev sont directement impliquées dans les crimes les plus horribles du fascisme européen: la Shoah et la mort de six millions de Juifs européens et l'invasion nazie de l'URSS, qui a coûté la vie à 27 millions de citoyens soviétiques.

L'OUN, fondée en 1929, était une organisation anticommuniste luttant pour l'indépendance ukrainienne. Le chef de sa principale fraction pendant la Deuxième Guerre mondiale, Stepan Bandera, voulait une Ukraine indépendante purgée de toute autre influence ethnique.

Après l'invasion nazie de l'URSS en 1941, l'OUN s'est offerte en force auxiliaire à la *Wehrmacht* nazie contre l'URSS, participant en 1942 au massacre nazi de 200.000 Juifs en Volhynie. En 1943, elle a lancé sa propre campagne de génocide ethnique contre des villages polonais en Volhynie et en Galicie, tuant entre 60.000 et 100.000 Polonais. Elle a aussi attaqué des partisans prosoviétiques qui combattaient l'Occupation nazie de l'Ukraine.

Après la défaite des nazis et la fin de la guerre, la CIA a établi des liens avec l'OUN pour

mener des actions secrètes contre l'URSS.

On mobilise à présent les descendants de ces criminels fascistes pour tenter de stabiliser le régime impopulaire de Kiev, faire monter la pression contre la Russie et intimider l'opposition populaire.

Yuriy Chukhevych, le député qui a déposé la loi réhabilitant l'OUN, est le fils de Roman Chukhevych, qui a dirigé le Bataillon Rossignol (*Bataillon Ukrainische Gruppe Nachtigall*) qui combattait sous les ordres des nazis.

La crainte ressentie par Kiev de la fête du 9 mai et sa tentative d'interdire toute mention du passé soviétique de l'Ukraine et de la lutte contre l'Occupation nazie reflètent l'impopularité massive de sa politique, et sa crainte d'une opposition explosive des travailleurs en Ukraine et à l'international. Malgré une propagande pro-fasciste constante, les forces explicitement pronazies n'ont obtenu qu'un soutien modeste aux dernières élections législatives. Svoboda a reçu 4,71 pour cent des voix et le Secteur droit 1,8 pour cent.

Ceci souligne que la campagne pour réhabiliter le fascisme en Ukraine provient d'en haut, du régime de Kiev et de ses maîtres impérialistes.

Alex Lantier

Stefan Steinberg

Article original, WSWs, paru le 15 avril 2015

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Alex Lantier](#) et [Stefan Steinberg](#), wsws.org, 2015

Articles Par : [Alex Lantier](#) et
[Stefan Steinberg](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca